



VILLE DE MELUN

ARRETE MUNICIPAL n° 2024.213 du 28/02/2024

Réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Melun.

OBJET : rue Saint-Ambroise - Permission de voirie temporaire et autorisation d'entreprendre des travaux de renouvellement de la canalisation d'eau potable avec ses branchements.

Du vendredi 1er mars au vendredi 29 mars 2024.

LE MAIRE DE LA VILLE DE MELUN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et ses articles L.2131-1, L2211-1, L2213-1, L2213-2 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 relative aux libertés des Communes ;

VU le Code de la Route et notamment ses articles R417-10 et R417-11 ;

VU le Code de la Voirie Routière notamment ses articles L.113-3 et L 113-4 relatifs aux réseaux de télécommunication, L 113-5 relatif au transport et distribution d'électricité et de gaz, L 113-6 relatif aux oléoducs ;
VU le Code de la Voirie Routière notamment ses articles L115-1, L131-7, L141-10 et L141-11 relatifs à la coordination de travaux ;

VU la loi n° 2003-495 du 12 juin 2003 relative aux obligations des permissionnaires vis-à-vis du déplacement de leurs réseaux dans l'intérêt de la sécurité routière ;

VU la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 relative à la coordination de la sécurité et à la protection de la santé sur les chantiers de bâtiment et de génie civil ;

VU les articles L 554-1 à L 554-5 et R 554-1 à R 554-38 du Code de l'Environnement relatifs à la déclaration de projet de travaux et à la déclaration d'intention de commencement de travaux (DT/DICT) sur l'existence et l'implantation d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques et à la déclaration d'intention de commencement de travaux et le décret 2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques ;

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 22 octobre 1963, modifiée par divers arrêtés subséquents, et notamment les articles 56 à 64-10 du Livre I - 4ème partie, 55 du Livre I – 4ème partie et du Livre I - 8ème partie ;

VU le règlement de voirie applicable sur la Commune et notamment ses articles 29, 36 et 44 ;

VU les quatre arrêtés de prescription archéologique de la Préfecture de Région Ile-de-France en date du 05 mai 2021 (n°2021-320 ; 2021-321 ; 2021-322 ; 2021-323) et le plan de répartition des interventions annexé ;

VU la demande par courriel en date du 27 février 2024 de l'entreprise ECOTS-BTP, 1 rue Louis Blanc, 60180 NOGENT SUR OISE qui souhaite effectuer des travaux de renouvellement de la canalisation d'eau potable avec ses branchements sur le domaine public pour le compte de VEOLIA EAU, 198 rue Foch, ZI de Vaux le Pénil, 77000 MELUN ;

VU l'arrêté n° 2023.1476 du 27 décembre 2023 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules jusqu'au jeudi 29 février 2024 pour l'exécution des travaux visés en objet ;

CONSIDERANT le retard pris dans l'exécution des travaux et par voie de conséquence la nécessité de proroger à nouveau l'arrêté précité ;

CONSIDERANT que ces travaux portent atteinte à l'emprise sur le domaine public ;

CONSIDERANT qu'il importe, en vue de la conservation des ouvrages, de définir les prescriptions techniques relatives au domaine public ;

CONSIDERANT que, pour réaliser les travaux, il convient de réglementer la circulation piétonne et routière ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité pendant les travaux ;

- ARRETE -

Article 1 :

L'arrêté n° 2023.1476 du 27 décembre 2023 est à nouveau prorogé.

Les dispositions déclinées dans les articles 1 à 8 (excepté les dates) restent valables (arrêté initial 2023.973 du 11 août 2023).

Du vendredi 1^{er} mars au vendredi 29 mars 2024, l'entreprise ECOTS-BTP est autorisée à procéder à des travaux de renouvellement de la canalisation d'eau potable avec ses branchements, rue Saint-Ambroise.

Le présent arrêté ne prévaut pas que l'entreprise doit respecter les plannings et méthodologies définis par les réunions Cotech liées au Tzen2 organisées par les services Départementaux de Seine et Marne dans le cadre de leur mission d'OPC".

La présente autorisation sera périmée de plein droit s'il n'en est pas fait usage avant expiration et à défaut de reconduction de ce délai.

Article 2 -

Le présent arrêté sera notifié :

- au Directeur Général des Services de la Ville de Melun,
- au Service de la Police Municipale de Melun,
- à Monsieur le Commissaire Central,
- au Colonel de la Brigade de Gendarmerie,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 3 -

Le présent arrêté sera transmis pour information :

- au Commandant Chef de Corps du CSP n° 1 de Melun,
- au Chef du Groupement Sud, SDIS 77,
- au Directeur de la Police Municipale de Melun,
- au Directeur Général des Services Techniques de la Ville de Melun,
- au Médecin Chef du SAMU,
- au Directeur de VEOLIA PROPLETE,

- au Directeur du SMITOM,
- au Directeur de TRANSDEV,
- au Directeur de l'Entreprise ECOTS-BTP.

Fait à Melun, le 28/02/2024

Pour le Maire,
Le Conseiller Municipal Délégué,

Gilles RAVAUDET



Gilles RAVAUDET,